

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD 2009 525
prescrivant des mesures destinées à limiter l'impact sur l'environnement
applicables à la Société VARAX à Champigny-sur-Yonne
pour l'exploitation de ses installations situées dans cette commune
dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative
au regard du code de l'environnement

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article L512-7 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

VU le rapport établi par la subdivision de l'Yonne de la DRIRE à la suite de l'inspection des installations effectuée le 18 novembre 2009 et les propositions qui en découlent ;

CONSIDERANT que cette inspection a permis de constater :

- que des déchets dangereux tels que pots de peintures usagés, batteries usagées, bidons rouillés non identifiés sont stockés au sol
- que les surfaces de stockage extérieures ne sont pas imperméabilisées
- que les surfaces de stockage à l'intérieur du bâtiment ne sont pas totalement imperméabilisées
- que les déchets déchargés par les personnes extérieures au site ne font l'objet d'aucun contrôle ;

CONSIDERANT qu'un incendie de la pelle mécanique s'est produit au mois de mai 2009 ;

CONSIDERANT qu'il convient de limiter les quantités de déchets stockés à l'extérieur afin de réduire l'impact paysager ;

CONSIDERANT que les déchets non triés peuvent contenir des déchets dangereux et qu'il convient dès lors de les réceptionner dans le bâtiment couvert ;

CONSIDERANT qu'à ce jour les conditions d'aménagement et d'exploitation ne permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations et constituent une source potentielle de pollution des sols et des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que dans l'attente de la régularisation administrative des installations il convient de réglementer le fonctionnement de celles-ci afin de limiter l'impact sur l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}:

Le directeur de la société VARAX est tenu de respecter, dans ses installations de transit et de stockage de déchets industriels situées sur la commune de Champigny-sur-Yonne, les mesures destinées à limiter l'impact sur l'environnement telles que fixées aux articles suivants, à compter de la notification du présent arrêté

Article 2:

Dans le délai **d'un mois** l'exploitant doit définir précisément la délimitation des aires de stockage des déchets.

Article 3:

Dans le délai de **trois mois** les déchets industriels banals doivent être stockés sur une aire étanche.

Article 4:

Dans un délai de **deux mois** les déchets reçus non triés doivent être stockés uniquement dans le bâtiment, les aires de stockage extérieures ne doivent recevoir que des déchets triés.

Article 5:

Tout apport de déchets doit faire l'objet d'une traçabilité. Des procédures de réception et de départ des déchets doivent être réalisées et mises en place sous un délai **d'un mois**.

Article 6:

Dans un délai **d'un mois**, tout déchet dangereux doit être stocké dans un local dédié, convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive et muni d'une capacité de rétention adaptée.

Article 7:

Tout liquide susceptible de créer une pollution des sols ou des eaux doit être associé à une capacité de rétention adaptée. Tout déchet dangereux (batteries, peintures, ...) doit être placé sur rétention.

Article 8:

L'exploitant doit disposer d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis à l'intérieur des locaux ainsi que sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Article 9 – délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 10 – exécution:

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VARAX et dont copie sera adressée :

- au maire de Champigny-sur-Yonne,
- au sous-préfet de Sens,
- au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne.

Auxerre, le

07 DEC. 2009

Le Préfet,



Pascal LELARGE

